

Édito

Un nouveau monde en marche ?

En juin 2012, s'est déroulé le Sommet Rio + 20, très attendu par les ONG face aux enjeux mondiaux tellement importants : épuisement des ressources naturelles, défis démographiques ou sécurité alimentaire. Espérances déçues ou Rio + vain comme certains ont pu le faire remarquer ? En tous les cas, les résultats ne sont certainement pas à la hauteur de la réalité des populations. Seul l'accord sur la création d'Objectifs du développement durable, destinés à prendre le relais des Objectifs du millénaire pour le développement qui arrivent à échéance en 2015, est salué.

Mais pouvions nous en attendre plus ? Alors que chez nous la crise économique en Europe entraîne une forme de repli sur soi, à Rio, cette crise économique a provoqué une logique de repli sur les intérêts nationaux au détriment de l'intérêt général.

Juste avant le rendez-vous de Rio, une enquête mondiale auprès de 30 000 jeunes, âgés de 16 à 29 ans, issus de 30 pays sur 5 continents a été spécialement initiée pour apporter une contribution au débat. Cette enquête se voulait dresser un portrait de la jeunesse mondiale sous l'angle de son rapport au développement durable et sa perception de la mondialisation et de ses valeurs. Si à Rio on a assisté à l'émergence d'un monde de nations plutôt que d'institutions internationales, la plupart des jeunes sont favorables à ce qu'une institution mondiale spécialisée dans les questions environnementales puisse vérifier l'état de la protection de l'environnement dans chaque pays.

Les jeunes interrogés montrent aussi qu'ils savent adopter une approche planétaire de l'environnement et qu'une majorité d'entre eux rejette l'idée selon laquelle chaque pays est propriétaire de son héritage naturel et qu'il est libre de l'utiliser comme il veut. Ils semblent faire davantage confiance à des institutions internationales (Nations Unies), à des acteurs de la société civile (ONG) ou aux scientifiques.

Cette approche est plutôt rassurante sur la capacité des jeunes actuellement à percevoir ces enjeux internationaux. À ce titre, la prochaine Semaine de Solidarité Internationale, n'est elle pas l'espace idéal pour aborder avec les jeunes ces opportunités de dépasser les frontières et les représentations et d'échanger sur ces sujets ?

Antoine Baillœul,
Président de Lianes coopération



TRIBUNE :

M^{me} Myriam CAU

Vice-Présidente de la Région en charge du Développement Durable, de la démocratie participative et de l'évaluation, Vice-Présidente du CERDD*

La Région a saisi l'opportunité du Sommet de la Terre qui s'est tenu en juin à Rio pour remobiliser l'ensemble des acteurs du territoire autour du développement durable. Dès septembre 2011, une dynamique collective s'est enclenchée autour du projet Trajectoires DD mené par le CERDD*, afin de réaliser le bilan du chemin parcouru depuis 10 ans par la région en la matière, et de proposer de nouvelles perspectives.

Ce sont les résultats de cette réflexion en profondeur qu'a porté la délégation du Nord-Pas de Calais au Sommet de la Terre de Rio+20. Composée de 26 acteurs d'horizon divers, la délégation que j'ai conduite a su communiquer son enthousiasme aux autres représentants des régions du monde. Elle y a aussi puisé de quoi renouveler ses engagements au retour de Rio : déclinaison des Objectifs de développement durable (ODD)** en région, prise d'engagements concrets et mesurables, expérimentation avec nos zones de coopération "d'un nouveau modèle de développement" adapté au Nord et au Sud.

L'objectif est désormais de concrétiser l'ensemble de ces pistes mais aussi d'associer de nouveaux acteurs pour élargir la portée des actions. Pour structurer le travail en commun, 2 outils seront déployés : une Charte des Responsabilités Universelles

//////////

Adhérer à Lianes coopération, c'est aussi faire vivre le réseau et s'en donner les moyens. Plus de 80 structures sont adhérentes, pourquoi pas vous ?

et un Forum permanent du développement durable en région.

Si nous n'avons pas trouvé totalement "le futur que nous voulons" dans la déclaration finale de ce Sommet, prenons conscience de notre responsabilité à éclairer les voies d'un développement équitable et durable. Ce sont nos capacités de coopérer de pair à pair – collectivités, société civile, citoyens – qui construisent les possibles solidarités d'un développement humain pour la planète.

* CERDD : Centre Ressource du Développement Durable - www.cerdd.org

** ODD = une des principales avancées du texte de résolution finale du Sommet

Sommaire

Édito	P. 1
Vie du réseau	P. 2 - 3
Retour sur l'Université d'été de la Solidarité Internationale	P. 2
En route pour la 15 ^e édition de la Semaine de la Solidarité Internationale	P. 2-3
Solidarité internationale et développement durable : quelle cohérence ?	P. 3
Actualité de la Solidarité internationale	P. 4 - 5
L'éducation au développement et à la solidarité internationale (ead-si) : un concept en pleine r-évolution ?	P. 4 - 5
Aide au projet	P. 6 - 7
Aide au projet : Dispositifs en région Nord - Pas de Calais	P. 6
C'est du jargon ! : Les agendas 21, une autre démarche de développement durable	P. 7

Brèves

2^{de} conférence du Labo des relations internationales



Dans le cadre du Laboratoire des Relations Internationales en Nord - Pas de Calais, Lianes coopération organise en décembre prochain une seconde conférence, à destination des élus et techniciens de collectivités territoriales, des chercheurs, des enseignants et des universitaires.

Elle portera sur la thématique "Action internationale des collectivités territoriales : stop aux idées reçues !", et se tiendra de 18h à 20h à l'Institut d'Études Politiques de Lille - 84 rue de Trévis à Lille.

> Inscription obligatoire auprès de s.cathelain@lianescooperation.org

> Les actes de la conférence du 12 avril dernier, "La réforme des collectivités territoriales : fin de la coopération internationale ?", sont téléchargeables sur www.lianescooperation.org, onglet "Capitalisation".

Mois de l'économie Sociale et Solidaire (ESS)

Du 1^{er} au 30 novembre prochain se tiendra le Mois de l'Économie Sociale et Solidaire, temps fort qui réunit les animations les plus variées pour montrer au grand public une autre façon de concevoir l'économie.

Le lancement de l'évènement, organisé en partenariat avec Lianes coopération, portera cette année sur la coopération internationale, par la projection-débat du film "Bamako" d'Abderrhame Sissako.

Rendez-vous à 19h, Cinéma Le Duplexe, 47 Grande Rue à Roubaix.



Retour sur l'Université d'été de la Solidarité Internationale



Du 4 au 7 juillet dernier s'est tenue à Lyon l'Université d'été de la solidarité internationale. Quatre jours d'échanges, de découvertes, d'indignations, de rencontres sur le thème "Citoyen-ne-s et solidaires, réinventons le monde".

Une dizaine d'acteurs du Nord - Pas de Calais étaient présents, dont les membres de l'équipe de Lianes coopération et l'animatrice du DRAPP Si - Dispositif Régional d'Appui aux Porteurs de Projets de Solidarité internationale. Un temps d'échanges a été organisé le 20 juillet dernier à la Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités, afin de restituer le contenu de cette rencontre aux acteurs du Nord - Pas de Calais n'ayant pu s'y rendre.

Organisé par le CRID* et le CADR**, avec l'appui d'un comité de pilotage, cet évènement a permis aux participants de renforcer leurs connaissances, d'échanger autour des analyses et expériences de chacun et de créer des synergies, autour de 12 ateliers et 20 modules de formation.

Il a réuni plus d'un millier de participants d'une vingtaine de nationalités différentes, dont 41 partenaires internationaux ayant fait le déplacement pour l'occasion.

Cette année, l'Université était organisée en partenariat avec "Dialogues en humanité", 3 jours d'échange pour changer le monde avec pour fil rouge la rencontre, le dialogue, le ressenti et le "faire ensemble". Ainsi, du concert de musique traditionnelle sénégalaise à la sieste musicale, en passant par un débat sur l'économie verte ou encore des exercices de yoga, les activités les plus diverses ont défilé sous les arbres du Parc de la Tête d'Or, du 6 au 8 juillet. Plus d'infos sur www.dialoguesenhumanite.org.

> Pour en savoir plus : Les comptes-rendus de l'ensemble des ateliers et modules de formation de l'Université devraient être disponibles dans les mois à venir, sur le site www.universite-si.org.

* CRID : Centre de Recherche et d'Information pour le Développement

** CADR : Le CADR, Collectif des Associations de Développement en Rhône-Alpes

En route pour la 15^e édition de la Semaine de la Solidarité Internationale

Comme chaque année, la 3^e semaine de novembre sera consacrée à la Solidarité Internationale, partout en France. Ainsi, du 17 au 25 novembre prochain, des centaines d'acteurs de solidarité internationale (associations, collectivités, centres jeunesse, etc...) se réuniront à l'occasion de la Semaine de la Solidarité Internationale. Des conférences aux expo-photos, en passant par les projections-débats ou les concerts, les animations les plus variées seront organisées, afin de sensibiliser le public aux enjeux liés à la solidarité internationale.

En Nord - Pas de Calais, cet évènement est coordonné par Lianes coopération, avec l'appui d'un comité de réflexion régional constitué d'une dizaine de collectifs. L'association propose un accompagnement spécifique à la constitution de collectifs ou pour les collectivités territoriales souhaitant s'inscrire dans cette manifestation.

Pour les porteurs de projets individuels ou associatifs, cet accompagnement est proposé par le DRAPP-SI - Dispositif Régional d'Appui aux Porteurs de Projets de Solidarité internationale.

Cette année, les partenariats régionaux autour de cette manifestation se sont multipliés. Tout d'abord avec certaines radios associatives de la région (RPL 99FM, radio Boomerang, etc...), mais également avec des évènements comme le Mois de l'Économie Sociale et Solidaire. En effet, pour la seconde année, Lianes coopération, la CRESS* Nord - Pas de Calais et l'APES** ont souhaité à nouveau se réunir pour porter un message commun.

* CRESS : Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire

** APES : Acteurs pour une Économie Solidaire

Contactes et liens utiles :

- Cellule d'animation du DRAPP-SI : Pascale Choquet (03 20 88 46 60, animation@drapp.fr) www.drapp.fr
- Lianes coopération : Olivia Mailfert (03 20 85 10 96, o.mailfert@lianescooperation.org) - www.lianescooperation.org
- CRESS NPDC : Julien CORDIER (03 20 06 34 09, jcordier@cressnpdc.org) - www.cressnpdc.org
- APES : Véronique BRANGER (03 20 30 98 25, veroniquebranger@apes-npdc.org) - www.apes-npdc.org

■■■ Solidarité internationale et développement durable : quelle cohérence ?

En juin dernier, 20 ans après le Sommet de la Terre, s'est tenue la conférence "Rio+20 : l'avenir que nous voulons". Dans le cadre du projet "Trajectoires Développement Durable", une délégation des acteurs du Nord - Pas de Calais, constituée autour du Conseil Régional et portée techniquement par le CERDD*, y a posé ses valises. Lianes coopération a eu la chance d'en faire partie. L'occasion pour nous de nous pencher un peu sur la question de l'intégration du développement durable dans les projets de solidarité internationale. Nous avons rencontré Faustine Wawak, coordinatrice de Cap Solidarités, pour échanger sur ce sujet. "Contrairement à l'humanitaire d'urgence, dont les actions sont ponctuelles, la solidarité internationale s'inscrit dans une démarche de développement local durable, en s'appuyant sur un rapport de **réciprocité**", nous précise-t-elle. En effet, les projets ayant vocation à favoriser l'autonomie des populations bénéficiaires sont destinés à se pérenniser. Pour cela, ils doivent donc être conçus de façon cohérente et leurs impacts sur le territoire envisagés. D'après Faustine, "le don est une bonne illustration de démarche qui, bien que pleine de bons sentiments, s'oppose à un développement réellement durable. **Concurrence au marché économique local, dépendance vis-à-vis du donateur, produits collectés non adaptés aux besoins ni à la culture locale** sont autant de conséquences désastreuses pouvant être induites par les projets de ce type."

Pour éviter ce type d'erreur, les **critères sociaux, économiques et environnementaux**, sont à considérer.

Entre autres, l'intégration des projets à l'environnement local, par la valorisation des patrimoines locaux naturels et humains, est essentielle, tout autant que l'accès

à l'information et à l'éducation. Cela contribue au renforcement du tissu économique local, indispensable à l'autonomisation des projets.

L'association doit également réfléchir à la mise en place d'une politique de genre, de façon transversale sur l'ensemble des composantes du projet.

Ainsi, le projet étant le fruit d'une synergie entre les parties prenantes, il est indispensable qu'elles se l'approprient dans son intégralité. Les modalités de participation des habitants sont donc à prendre en compte dans la construction du projet, afin d'adapter celui-ci aux mieux aux **spécificités culturelles** du territoire.

> Pour en savoir plus :
Guide "Le don, une solution ?",
co-écrit par Cap Solidarités
et édité par RITIMO.



Pour éviter ce type d'erreur, les **critères sociaux, économiques et environnementaux**, sont à considérer. L'intégration des projets à l'environnement local, le renforcement du tissu économique local ou encore la valorisation du patrimoine naturel local sont autant de démarches à mener. L'association doit également réfléchir à la mise en place d'une politique de genre, de façon transversale sur l'ensemble des composantes du projet.

La participation des habitants est également indispensable à la réussite d'un projet de solidarité internationale, afin d'adapter celui-ci aux **spécificités culturelles** du territoire. Le projet est donc le fruit d'une synergie entre l'ensemble des parties prenantes, qui doivent s'approprier la démarche.

Cap Solidarités coordonne en Nord-Pas de Calais, avec un collectif d'une trentaine d'associations, le festival de films **ALIMENTERRE**, qui porte ce message. Ce festival, qui se tiendra en France, en Europe et en Afrique de l'ouest, projette et met en débat les questions cruciales liées à l'alimentation et à l'agriculture, pour une agriculture paysanne durable. Cette année, pour sa 6^e édition, ce sont

plus de 600 organisations locales qui se mobiliseront, "pour rappeler que derrière le contenu de notre assiette, il y a des agriculteurs et de vrais choix de sociétés".

Au menu : accaparement des terres, agro-carburants, commerce équitable, biopiraterie, coopératives agricoles...

> Pour en savoir plus : www.festival-alimenterre.org

du 15 oct.
au 30 nov.
2012

Brèves

Projection-débat Équiper pour soigner : une enquête sur le don de matériel médical".

Mardi 20 novembre 2012,
18h30-20h30, Université
Catholique de Lille.

Film documentaire réalisé par Terre
Nourricière.

Près de 80 % des équipements médicaux présents dans certains pays en développement proviennent de dons d'organismes de coopération internationale ou de gouvernements étrangers. Cependant, seulement 10 à 30 % de ces dons seraient réellement opérationnels (Source OMS*).

Comment expliquer cette situation alarmante? Quelle est la part de responsabilités des acteurs de la solidarité internationale? Enfin, comment renforcer l'efficacité des dons? Une enquête a été menée en France, en Roumanie, au Bénin, au Togo et auprès d'organismes internationaux.

Ce documentaire, réalisé sur une initiative d'**Humatem** en partenariat avec **HOPE** et **Cap Solidarités**, répond à ces questions et propose des orientations constructives.

L'enjeu est de taille, car s'il est conduit avec méthode, un don de matériel médical peut réellement améliorer la qualité des soins.

Entrée gratuite. La soirée se clôturera par un pot convivial.

Université Catholique de Lille, Amphithéâtre René Thény - 60 bd Vauban.

> Contact : Cap Solidarités, 03 20 53 20 64,
www.capsolidarites.asso.fr

Une formation sur "Les actions de santé dans les pays du Sud" est également prévue le **8 décembre 2012** (inscriptions & renseignement : projet@capsolidarites.asso.fr)

* OMS : Organisation Mondiale de la Santé

■■■ L'éducation au développement et à la solidarité internationale (EAD-Si) : un concept en pleine r-évolution ?

"Quand on parle d'EAD-Si, il est recommandé d'aller vite au-delà de cette terminologie pour parler de l'essentiel : permettre une meilleure information pour mieux comprendre les inégalités entre pays riches et pays pauvres et les enjeux de la mondialisation, développer l'esprit critique, accroître la connaissance des citoyens pour qu'ils deviennent eux-mêmes acteurs des politiques publiques, sont des éléments constitutifs de l'EAD-Si. Dans quels buts ? Forts de ces acquis, de ces compétences, de ces prises de conscience, les citoyens s'engageront et s'impliqueront dans la construction d'un monde juste, solidaire et durable.

Récemment, Educasol* a recensé 18 terminologies différentes pour aborder l'EAD-Si, terme qui ne fait plus recette aujourd'hui. Elles mettent en avant l'éducation, le développement durable, la citoyenneté. Les concepts référents traditionnels dont on s'accorde à confirmer qu'ils puisent dans la coopération internationale

et l'éducation populaire doivent être réinterrogés à la lumière des 10 dernières années et de l'évolution du paysage national, européen et international dans lequel évoluent les acteurs de l'éducation au changement**.

Gageons que l'étude que mène Educasol sur l'évolution des concepts, la cartographie commandée par l'Agence française de développement ou encore le colloque organisé par Lianes coopération en novembre prochain feront encore évoluer notre réflexion vers une meilleure compréhension des enjeux de l'EAD-Si".

Laurence Rigollet - Educasol

* Educasol : plate-forme française d'éducation au développement et à la solidarité internationale. Elle compte une trentaine d'associations membres.

Pour en savoir plus : www.educasol.org

** Source : Document d'A. Kaboré pour la plate-forme Educasol avril 2012

Afin d'approfondir ce vaste sujet, Lianes coopération a donné la parole à deux acteurs forts de l'Éducation au Développement...

L'éducation au développement, entre la charité et la citoyenneté internationale : des pratiques en évolution.

Adélie MIGUEL SIERRA, Maître de conférences à l'Université de Liège et formatrice

Ce début de 21^e siècle est marqué par l'émergence d'un monde multipolaire et une succession de crises globales : financière, économique, écologique, sociale et démocratique. Elles bouleversent les relations internationales et plongent une partie de la population mondiale dans la pauvreté et la précarisation. Le modèle de développement de société, imposé aujourd'hui comme référence à l'ensemble de la planète, montre ses limites à améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la population.

Quel est le rôle de l'EAD-Si dans ce contexte ?

Les ONG ont commencé à proposer des actions de sensibilisation dans les années 60 afin de solliciter leur compassion et promouvoir les projets d'aide pour moderniser les pays du Tiers Monde. Des images catastrophiques très stéréotypées et décontextualisées présentent les personnes du Sud comme des victimes en attente de notre soutien. Dépourvues d'intentions éducatives, ces actions se centrent sur la récolte de fonds ou

de dons. Cinquante ans plus tard, cette image, nourrie notamment par les ONG humanitaires, reste très marquée dans l'imaginaire de l'opinion publique.

Progressivement, à partir des années 70, cette situation va être complexifiée par des analyses sur les causes structurelles du sous-développement, mettant en exergue les responsabilités du Nord et le caractère injuste de l'ordre international. Les ONG proposent une conception plus critique et plus diversifiée de leur pratique éducative. C'est à ce moment que se généralise le terme même d'EAD-Si. D'une information sur le Sud, on passe à une analyse sur les interdépendances Nord-Sud et leurs relations inégalitaires, questionnant le modèle de développement, ni socialement ni écologiquement soutenable.

Depuis la chute du mur de Berlin, l'EAD-Si explore de nouveaux contenus et méthodes qui facilitent la compréhension critique du modèle de globalisation et réaffirme les liens indissociables entre développement, équité et droits humains. Les modes d'interventions

se caractérisent par un renforcement du travail en réseaux et d'alliances entre organisations du Nord et du Sud, une augmentation des campagnes de plaidoyer ainsi que l'expérimentation de nouvelles formes d'engagement.

D'une éducation sur le Sud des années 60, le concept évolue, aujourd'hui, vers une éducation pour une citoyenneté internationale où chacun et chacune a le pouvoir et les capacités, en co-responsabilité, de lutter contre toutes formes d'exclusion. La question principale ne se situe plus sur comment être solidaire avec les pays du Sud mais comment contribuer à la construction d'une société plus juste qui intègre de manière articulée sa dimension internationale et ses spécificités locales.

Cette nouvelle vision de l'EAD-Si a du mal à se concrétiser pour de nombreuses organisations car elle exige un questionnement en profondeur des pratiques en cours, très articulées avec une vision restrictive du partenariat Nord-Sud infiltrée toujours par une notion d'aide. L'ampleur des voyages de solidarité



Dessins extraits du guide "Partir pour être solidaire ?"
© Claire Robert / Ritimo

prisés par les jeunes vers les pays du Sud, sans nier leur caractère formatif, en est un exemple.

Cependant, depuis les premiers forums mondiaux sociaux, les organisations du Sud ont impulsé la structuration de nombreux réseaux constitués d'acteurs du Nord et du Sud afin de porter collectivement à travers une relation égalitaire des revendications communes au niveau international et de les décliner chacun dans son pays. Elles cherchent à changer notre regard sur leur capacité

de mobilisation de leurs propres sociétés civiles en recherche de reconnaissance tant au niveau économique et social que culturel. Elles nous poussent à élargir notre horizon encore trop centré sur nos anciennes colonies en proposant leur expérience et expertise pour l'élaboration commune de nouvelles formes de vivre ensemble qui tiennent compte de leurs voix.

Et si le rôle de l'EAD-Si, au Nord comme au Sud, était de réveiller notre rôle de

citoyen, en dépassant nos préjugés vis-à-vis de l'autre différent, pour revendiquer une vie meilleure pour toutes et tous ? Que je sois infirmière à Lille, élue à Bruxelles, chercheur à Dakar ou agricultrice à Bombay, nous ressentons toutes et tous la nécessité de mieux comprendre le monde qui nous entoure et de le transformer afin d'y vivre de manière digne.

Adélie MIGUEL SIERRA



Et en Nord-Pas de Calais ?

Interview d'Armand NWATSOCK, Président du CRDTM - Centre Régional de Documentation et d'Information pour le Développement et la Solidarité Internationale.

Comment se positionne le CRDTM dans les enjeux d'EAD-Si ? Quelle philosophie sous-tend les actions que vous menez ?

Le CRDTM a été créé en 1983 par un collectif d'associations, avec le souci d'informer et de sensibiliser sur la réalité des relations internationales et en particulier sur les inégalités Nord-Sud. Parti du constat que les informations, et en particulier celles véhiculées par les médias, étaient souvent biaisées, le réseau a dès le début tout mis en œuvre pour faciliter l'accès pour tous à une information fiable.

À notre sens, la solidarité internationale, et en particulier l'EAD-Si, a pour but de traiter non pas les "symptômes", mais les causes des déséquilibres Nord-Sud. Ainsi, nous défendons l'idée qu'il ne peut y avoir de développement sans répartition équitable des richesses, celui-ci devant se réaliser ici et là-bas en parallèle. La «course à l'enrichissement» ne pouvant qu'induire un repli sur soi et des dysfonctionnements sociétaux, nous nous appuyons sur des valeurs de partage, de solidarité et de coopération : "donner, recevoir, échanger...".

Quels types de projets portez-vous, et pour quels publics ?

Nos activités sont aujourd'hui très variées, permettant de toucher un public large et varié : associations de solidarité internationale, public jeune, personnel éducatif, "grand public"...

À l'origine centre documentaire, le CRDTM est peu à peu

devenu centre de ressources, en diversifiant à la fois les outils qu'il propose (expositions, outils pédagogiques, etc...) et les actions qu'il mène : organisation de conférences ou de journées d'échanges, sensibilisation en milieu scolaire et extrascolaire, accompagnement de projets jeunes...

Pouvez-vous nous décrire rapidement le panorama régional des acteurs engagés dans l'EAD-Si ?

Des associations aux établissements scolaires, en passant par les collectivités locales, les acteurs du Nord-Pas de Calais impliqués dans l'EAD-Si sont multiples. L'apparition d'une "commission EAD" en 2000, que nous animons, traduit bien l'intérêt toujours croissant pour cette thématique. Les 27 associations membres du CRDTM peuvent y participer mais 6 associations sont investies durablement depuis 2 ans, avec pour objectif de réfléchir ensemble à l'amélioration des pratiques d'EAD-Si.

Le CRDTM fait également partie du **Dispositif Régional d'Appui aux Porteurs de projets (DRAPP)**, marché public du conseil régional piloté par Lianes coopération et qui réunit 24 structures d'accompagnement situées dans la région.

Le CRDTM est un centre RITIMO. Pouvez-vous nous en dire plus sur ce réseau national ?

Le réseau RITIMO est un réseau d'information sur les relations Nord-Sud et de sensibilisation à l'EAD-Si. Il a été créé, en 1985, dans le but de coordonner les actions des centres de documentation "Tiers mond", afin de constituer une base de données commune et de mutualiser une documentation alternative.

Le réseau représente aujourd'hui près de 80 lieux dans toute la France, fédérés autour d'une Charte commune. RITIMO est agréé depuis 2000 par l'Éducation Nationale au titre des Associations éducatives complémentaires de l'enseignement public.

Quelles orientations préconiserez-vous pour améliorer les réflexions et les pratiques en matière d'EAD-Si ?

L'**humilité** est la première clef : savoir continuellement remettre en question et réorienter nos actions est indispensable. De plus, le changement de comportement que nous essayons d'induire concernant tout le monde (jeunes, salariés, bénévoles, retraités...), l'**interdisciplinarité** est un atout pour diversifier nos publics.

Et enfin, je prônerais le développement de la **recherche-action**, contribuant à faire évoluer nos pratiques de façon cohérente et réfléchie.

> *Propos recueillis par Olivia Mailfert, avec la contribution de Charlotte Lion, chargée de mission au CRDTM.*

> *Plus d'infos : www.crdtm.fr*

Brèves

Prochain p'tit déj' de Lianes coopération :

23 octobre à Ruisseauville

Le Mardi 23 octobre 2012, Lianes coopération organise, en partenariat avec l'association À Petits Pas, une matinée d'échanges et de débats sur le thème "Économie sociale et solidaire et Solidarité internationale : quelle synergie?". Des exemples de projets menés au Sud viendront illustrer la démarche de conciliation des ces deux domaines d'action, et permettront de réfléchir ensemble aux valeurs communes que l'on souhaite promouvoir et à d'éventuelles pistes de travail.

Suite à cette rencontre, un repas bio vous sera proposé sur place (16€/personne).

> Association À Petits Pas, Route de Canlers, à Ruisseauville. Possibilité de co-voitages.

> Inscription obligatoire auprès de Lianes coopération - 03 20 85 10 96 - s.cathelain@lianescoperation.org

> Programme détaillé sur www.lianescoperation.org, onglet "Rendez-vous de Lianes"

Inscriptions Base de données

Afin d'améliorer la visibilité des acteurs de solidarité internationale du Nord-Pas de Calais et de valoriser le dynamisme régional en la matière, Lianes coopération a mis en place une base de données permettant de recenser les acteurs du Nord-Pas de Calais engagés dans des coopérations avec le monde entier, ainsi que les projets menés dans ce cadre.

Récemment mise à jour, il est désormais possible de créer ou modifier soi-même sa fiche directement en ligne.

Pour connaître la marche à suivre et être répertorié dans cette base, comme près de 3 000 acteurs, n'hésitez pas à vous rendre sur notre site

www.lianescoperation.org, onglet "acteurs et projets", ou à nous contacter par mail à bdd@lianescoperation.org.

Dispositifs en région Nord-Pas de Calais

☛ Solidaires Ici- Solidaires Ailleurs (SISA) - Région Nord-Pas de Calais

S'adresse à des structures du Nord-Pas de Calais (associations, collectivités, etc...), pour des projets montés en partenariat avec une structure du Sud, hors zones de coopération. 8000 euros maximum dans la limite de 33% du budget prévisionnel. Les projets soutenus

doivent obligatoirement comporter un volet "éducation au développement" et peuvent être soutenus plusieurs années consécutives. Il est possible de déposer ses demandes **en septembre et en mars**.

> Contact : sisa@nordpasdecalais.fr

☛ Devenons citoyens de la Planète (DCP)



Soutient les projets de solidarité internationale des jeunes de 16 à 25 ans, avec un minimum de 4 jeunes, venant répondre aux besoins d'un partenaire local. Maximum de 5 000 euros pour les zones hors coopération régionale et de 8 000 euros

pour les zones de coopération, dans la limite de 50% du budget prévisionnel. Deux appels à projets par an, dates limites pour les prochains dépôts de dossier : **12 octobre 2012 et 18 janvier 2013**.

> Contact : citoyensdelaplanete@npdc.fr

☛ Imaginons un monde meilleur (IMM)



Destiné à tous types de structures basées dans le département. Deux dates de dépôts de dossier par an : **début février et début septembre**. Maximum de 40 000 euros pour des projets de grande envergure et 4 000 euros pour des petites associations de solidarité internationale, dans la limite

de 30% du budget prévisionnel. 2 000 euros peuvent être débloqués pour les jeunes qui souhaitent découvrir et mieux comprendre le monde, en s'engageant sur des missions solidaires à l'étranger.

> Dossier de demande de financement à demander à : mission.cooperation.internationale@cg62.fr

*Afin d'optimiser ses chances de monter un projet solide et de qualité, il est conseillé de se faire accompagner par une structure d'appui. Pour toute information concernant les structures d'appui à la solidarité internationale existant en Nord-Pas de Calais, contacter le **Dispositif Régional d'Appui aux Porteurs de Projets (DRAPP)** au 03 20 88 46 60 ou par mail : animation@drapp.fr*



Essor fête ses 20 ans : Quel avenir pour la solidarité internationale ?

Les médias en parlent, l'ONU trace des objectifs... et ESSOR y croit ! L'association ESSOR, en partenariat avec la ville de Marcq-en-Barœul, le Conseil Régional Nord-Pas de Calais et Lianes coopération, vous convie à partager votre expérience et échanger sur votre vision de la solidarité internationale.

Rendez-vous le 12 octobre 2012, de 10h à 22h, à la Cité des échanges - Marcq en Barœul.

> Plus d'infos sur www.essor-ong.org

☀ Save the date : 28 novembre 2012 ☀

Le prochain colloque régional organisé par Lianes coopération se tiendra le **28 novembre 2012** à l'Hôtel du Département d'Arras, sur la thématique de "l'Éducation au Développement".

Tables rondes et ateliers permettront d'échanger sur les enjeux, les nouvelles pratiques et les retombées sur le territoire, afin de faire émerger de nouvelles orientations dans ce domaine.

Organisé en partenariat avec le Conseil Général du Pas de Calais et Educasol, et avec l'appui d'un comité de pilotage.

> Plus d'infos sur www.lianescoperation.org

■ ■ ■ C'EST DU JARGON !

Les agendas 21, une autre démarche de développement durable

Soulignant de manière flagrante les impacts mondiaux des décisions locales et les impacts locaux des mécanismes globaux, l'action internationale est aujourd'hui indissociable des enjeux de développement durable, comme le prouve son intégration dans l'axe solidarité des Agendas 21.

Mireille Havez, vice-présidente de l'association 'EDA - Environnement et Développement Alternatif- et administratrice de la MRES - Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités, nous éclaire sur ce dispositif.

Qu'est-ce qu'un Agenda 21 et quels sont ses objectifs ?

Né des engagements pris lors du Sommet de la Terre à Rio en 1992, l'Agenda 21 regroupe l'ensemble des actions concrètes à réaliser au 21^e siècle afin de mettre en œuvre un développement durable. Pour rappel, d'après le rapport Brundtland*, "le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la possibilité, pour les générations à venir, de répondre à leurs propres besoins".

Ce rapport insiste sur la nécessité d'une action commune de tous les pays et précise que le développement durable doit permettre prioritairement de satisfaire les besoins des populations les plus démunies, sur un plan international et aussi social, c'est-à-dire là-bas et ici. La solidarité internationale en est donc un élément fondamental, au même titre que la solidarité entre groupes sociaux. Le troisième aspect est le mieux connu : la solidarité inter-générationnelle, c'est-à-dire la volonté de laisser à nos enfants une planète vivable, par la prise en compte des enjeux environnementaux.

Il est surtout important de comprendre qu'un Agenda 21 n'est pas un catalogue de bonnes intentions, mais qu'il s'agit avant tout d'un ensemble **cohérent** de mesures, avec des actions précises, des objectifs déterminés et des moyens adaptés à leur mise en œuvre. Les délais d'action, la répartition des tâches, et l'évaluation doivent être définis à l'avance.

Qui peut mettre en place un Agenda 21 ?

Il s'agit avant tout d'une **démarche volontaire d'engagement collectif**, ce qui signifie que tout collectif, institutionnel ou non, peut en mettre un en œuvre.

Le premier Agenda 21, mondial, a été adopté par les membres de l'Organisation des Nations Unies présents lors du Sommet de la Terre de 1992, et signé par plus de 150 d'entre eux. Toutes les collectivités peuvent également établir un Agenda 21, quelle que soit leur échelle de territoire, tout comme

les organisations non institutionnelles telles que les associations, les entreprises, etc...

Il faut bien prendre en compte que la démarche ne peut fonctionner que si l'ensemble des personnes impliquées sont associées au projet dès sa phase d'élaboration. Celle-ci n'est pas toujours consensuelle, et peut souvent voir apparaître des conflits d'intérêts. Les résoudre nécessite de bien les identifier et de ne pas craindre le débat.

Il faut également se méfier des projets "usines à gaz", qui conduisent souvent à l'échec et à la déception. Il vaut mieux s'engager dans une démarche de progrès, procédant par étapes réévaluées et affinées au fur et à mesure.

Et en matière d'accompagnement ?

Au niveau national, il existe le **réseau Comité 21**, Comité français pour l'environnement et le développement durable : www.comite21.org.

En Nord-Pas de Calais, cette mission est assurée par le **CERDD**, Centre Ressource du Développement Durable, situé à Loos-en-Gohelle : www.cerdd.org.

De nombreux consultants et cabinets conseils peuvent accompagner la mise en place d'un Agenda 21. Le secteur de l'économie sociale et solidaire propose souvent un accompagnement personnalisé et adapté à chaque demandeur.

Pour en savoir plus :

- "Projets territoriaux et de développement durable et Agendas 21 locaux. Cadre de référence". *Édité par le Ministère de l'écologie et du développement durable*
- "L'Agenda 21 : outil de la cohésion des territoires". *Édité par AFNOR*
- "Agendas 21 et actions internationales des collectivités : quelles articulations ?". *Édité par l'Agence Française de Développement, la Région Île-de-France & Arene*

* *rapport Brundtland* : publié en 1987, sous le nom de rapport Notre avenir à tous, rédigé par la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement.

> *Propos recueillis par Olivia Mailfert*

Brèves

11^{es} Universités de l'ARRICOD Bordeaux - octobre 2012

L'ARRICOD, association des professionnels de l'action internationale et européenne des collectivités territoriales, a réuni plus de 150 participants les 4 et 5 octobre à Bordeaux pour les 11^{es} Universités d'Automne. Une nouveauté cette année : un ouvrage produit par l'ARRICOD est paru aux éditions Le cavalier bleu dans la collection Idées reçues.

> *Bon de commande disponible sur www.arricod.fr.*

Du changement dans l'équipe de Lianes !

De mai à septembre 2012, nous avons eu le plaisir d'accueillir **Charlotte Noblot** au sein de notre équipe.



Entre la mise à jour du panorama régional de la coopération décentralisée et la préparation de la seconde conférence du laboratoire des relations internationales, ses tâches n'ont pas manqué. Bonne chance, Charlotte, pour la suite de tes projets !



Sur la même période, **Claire Lefebvre** effectuait son stage au Conseil Général du Pas de Calais, sur la préparation de la Semaine de la Solidarité Internationale et l'organisation de notre colloque 2012. Merci Claire.

En juin dernier, **Fabien Cartigny** quittait le DRAPP-Si, Dispositif régional d'Appui aux Porteurs de Projets de Solidarité internationale.

Nous lui souhaitons bonne chance dans sa recherche d'emploi, et espérons avoir la chance de le recroiser à l'occasion, au sein du réseau.



Formations 2nd semestre 2012



Le programme des formations en Nord - Pas de Calais est disponible chez Lianes coopération. N'hésitez pas à nous le demander ou à le télécharger sur www.lianescooperation.org

Comment adhérer à Lianes coopération ?

Lianes coopération anime le réseau des acteurs de la région Nord - Pas de Calais impliqués dans des actions de Coopération internationale.

Vous pouvez manifester votre engagement actif dans cette dynamique de partage de connaissances, d'expériences et de compétences avec les autres acteurs de la Coopération internationale, en adhérant à l'association.

Pour faire la démarche, consultez le site www.lianescooperation.org, onglet "Adhérer à Lianes".

Montant des cotisations :

- 30€ pour les associations, établissements scolaires et universitaires, cliniques et hôpitaux, organismes socioprofessionnels et consulaires
- 200€ pour les collectivités de moins de 20000 habitants
- 500€ pour les collectivités ayant entre 20000 et 40000 habitants
- 1000€ pour les Collectivités de plus de 40000 habitants

Lianes électro

Lianes coopération diffuse chaque mois, une lettre d'information électronique à près de 2.500 personnes qui ont communiqué leur adresse e-mail. Si vous souhaitez être destinataire de cette lettre, envoyez un message à l'adresse suivante : lianescooperation@wanadoo.fr en précisant votre demande.

Ayez le réflexe !

Adhérents, vous pouvez participer à la rédaction de ce Bulletin en nous communiquant l'actualité et les projets de votre organisme.

> Contact : *Lianes coopération au 03 20 85 10 96*

Ce bulletin à parution trimestrielle est édité à 3000 exemplaires et envoyé à tous les organismes du Nord - Pas de Calais engagés dans la coopération internationale ayant répondu au questionnaire de recensement de Lianes coopération ainsi qu'aux partenaires en et hors région.

Partenaires financiers de Lianes coopération :



Les structures adhérentes à Lianes coopération

- A.A.P.I, Association d'Animation de Prévention et d'Insertion (Tourcoing)
- ABC d'Ailleurs (Tourcoing)
- ABN (Villeneuve d'Ascq)
- ADES - Appui au Développement des sciences de la santé au Sud (Lille)
- AES Action Éducation Solidarité (St Omer)
- AFDI Nord - Pas de Calais (St Laurent Blangy)
- Agir Abcd Nord - Pas de Calais (Lille)
- Aider et Connaître (Fort Mardyck)
- Amitié-Partage avec Akono (Valenciennes)
- Angata Lammersart (Lammersart)
- Apj Togo (Bailleul)
- ASDC (Roncq)
- Association de jumelage - coopération Roncq - Sélinkégné (Roncq)
- AVERS - Association pour la valorisation des Énergies renouvelables au Sénégal (Lomme)
- Ayecama (Ronchin)
- Bani Kono (Bambecque)
- Cadrasié (Lille)
- Cap Solidarités (Lille)
- CCFD Terre Solidaire (Lille)
- CDSI (Boulogne sur Mer)
- Centre socioculturel Audrey Bartier (Wimereux)
- Ch'Faid (Libercourt)
- Comité Départ (Genech)
- Comité Tinkaré Mali (Faches Thumesnil)
- Compain (Marquette Lez Lille)
- Concordia Relai Nord - Pas de Calais et Picardie (Amiens)
- CORENS (Lille)
- Coups de Cœur Burkina Faso (Proville)
- CRDTM (Lille)
- Diapason (Dunkerque)
- Dihozi (Mons en Baroeul)
- ELANS (Halluin)
- Élevages Sans Frontières (Wasquehal)
- Embardee (Hesdin)
- Ent'raide France Mali (Villeneuve d'Ascq)
- ESSOR (Marcq en Baroeul)
- Fédération Régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture (Lille)
- Fédération régionale des Maisons Familiales rurales (Longpre Les Corps Saints)
- France Liban coopération (Mons en Baroeul)
- Fraternité tout horizon (Dunkerque)
- GRDR - Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural (Lille)
- GREF Région Nord (Lille)
- Guillaume de Rubrouck (Rubrouck)
- Imiks Imik (St Omer)
- Kabé - Bénin (Loos en Gohelle)
- Lammersart Kaviev Ukraine (Lammersart)
- Le Partenariat (Lille)
- Loos N'Gourma (Loos en Gohelle)
- Maison de la Polonia (Hénin Beaumont)
- Maison des Himalayas 59 (Berthen)
- Marena Diombougou Trois Pays (Guines)
- Mayacoœur (Mons en Baroeul)
- Merville-Togo (Merville)
- MJC d'Halluin (Halluin)
- MRJC Nord - Pas de Calais (Arras)
- Natifs (Hesdin)
- Partage Enfance Mali (Dainville)
- Petits frères d'Afrique (Avion)
- SCI Région Nord (Lille)
- Service Échange Coopération (Lille)
- SIDI (Paris)
- Solibama (Lille)
- Timoun d'Haïti (Villeneuve d'Ascq)
- Tuscan (Wattrelos)
- Tunisiens des deux Rives (Villeneuve d'Ascq)
- Un filleul pour Madagascar (Douai)
- VNMSF (Mons en Baroeul)

Collectivités territoriales

- Communauté d'Agglomération du Calaisis (Calais)
- Communauté d'Agglomération de la porte du Hainaut (Waller)
- Communauté urbaine de Dunkerque (Dunkerque)
- Communauté urbaine de Lille Métropole (Lille)
- Conseil général du Nord (Lille)
- Conseil général du Pas de Calais (Arras)
- Région Nord - Pas de Calais
- Ville de Halluin
- Ville de Le Portel
- Ville de Lille
- Ville de Linselles
- Ville de Loos en Gohelle
- Ville de Maubeuge
- Ville de Roubaix

Lianes coopération, Réseau multi-acteurs de coopération internationale en Nord-Pas de Calais, vous propose, toute l'année :

- un observatoire de l'actualité de la coopération décentralisée et de la Solidarité internationale en région et ailleurs
- des formations d'aide au montage de projet et à la recherche de financements
- un appui-conseil individualisé aux porteurs de projets de territoire à territoire ou d'envergure régionale (les autres appuis sont pris en charge par le DRAPP)
- une mise en synergie des compétences et des ressources en appui

Bulletin d'information de Lianes coopération

Président : Antoine Baillœul • Directrice de publication : Angélique Vincent • Coordination de la rédaction : Olivia Mailfert • Ont participé à la réalisation de ce numéro : Myriam Cau, Pascale Choquet, Antoine Baillœul, Pascale Pavy, Angélique Vincent, Olivia Mailfert, Nathalie Holec, Mireille Havez, Faustine Wawak, Maud Allegro, Laurence Rigollet, Adélie Miguel Sierra, Armand Nwatsock • Maquette : T!tane • Imprimerie : La Monsoise, 5 Av. Léon Blum - 59371 Mons en Barœul • ISSN : 1630 - 2729 • Imprimé sur papier recyclé

S/c Maison régionale de l'environnement et des solidarités

23 rue Gosselet 59000 Lille • Tél/fax : 03 20 85 10 96
lianescooperation@wanadoo.fr • www.lianescooperation.org